

Unité départementale de la Marne
Parc Technologique Henri Farman
10 rue Clément Ader
51100 Reims

REIMS, le 13 juillet 2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 15/06/2023

Contexte et constats

Publié sur 

TEREOS NUTRITION ANIMALE

AULNAY AUX PLANCHES
51130 VAL DES MARAIS

Références : D1 i 2023-450
Code AIOT : 0005701671

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 15/06/2023 dans l'établissement TEREOS NUTRITION ANIMALE implanté AULNAY AUX PLANCHES 51130 Val-des-Marais. L'inspection a été annoncée le 12/06/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection fait suite à un incident découvert le 09 juin 2023 et signalé le 12 juin 2023.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- TEREOS NUTRITION ANIMALE
- AULNAY AUX PLANCHES 51130 Val-des-Marais
- Code AIOT : 0005701671
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société Tereos Nutrition Animale (TNA) exploite sur la commune de Val-des-Marais/Aulnay-aux-Planches une usine de déshydratation de fourrage (luzerne et pulpes de betterave) destinée à l'alimentation animale. La société possède 4 sites de déshydratation dans la Marne. La capacité de production du site d'Aulnay est de 486 tonnes par jour, ce qui soumet le site à la directive européenne IED.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Visite suite à un incident : eau, canalisations

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
2	Plan des réseaux	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 4-II	/	Lettre de suite préfectorale	30/09/23
3	Traitement et mode de rejet des eaux usées et pluviales	Arrêté Préfectoral du 05/09/2007, article 5.3	/	Lettre de suite préfectorale	30/09/23
4	Valeurs limites de rejet eaux	Arrêté Préfectoral du 05/09/2007, article 5.4	/	Lettre de suite préfectorale	31/01/24
5	Déclaration d'accident ou de pollution accidentelle-Condenseur	Arrêté Préfectoral du 05/09/2007, article 1.7	/	Mise en demeure, respect de prescription	31/07/23
6	Circuit ouvert condenseur	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 14	/	Mise en demeure, respect de prescription	31/07/23
7	Risques légionelles	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26-I-3	/	Mise en demeure, respect de prescription	31/07/23
8	Transmission analyses légionelles	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26-I-3-a-e	/	Mise en demeure, respect de prescription	21/07/23

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Déclaration d'accident ou de pollution accidentelle	Arrêté Préfectoral du 05/09/2007, article 1.7	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection propose à M. le préfet de la Marne de rappeler à l'exploitant ses obligations à l'aide d'un arrêté préfectoral de mise en demeure et d'une lettre de suite préfectorale. L'exploitant est mis en demeure de respecter les prescriptions de l'article 1.7 de l'arrêté du 05/09/07, de l'article 14 de l'arrêté du 02/02/98 et de l'article 26-I-3 de l'arrêté du 14/12/13. L'exploitant devra également transmettre une mise à jour du plan des canalisations et les analyses des prélèvements effectués au niveau du point de rejet. Il devra également justifier que les eaux industrielles ne peuvent pas être

déversées dans le milieu naturel et effectuer au moins deux analyses supplémentaires des eaux dirigées vers le fossé en fonctionnement normal des activités.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Déclaration d'accident ou de pollution accidentelle

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/09/2007, article 1.7
Thème(s) : Risques chroniques, Déclaration d'accident ou de pollution accidentelle
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant est tenu de déclarer, dans les meilleurs délais, à l'inspecteur des installations classées, les accidents ou incidents (incendies, explosions...) survenus du fait du fonctionnement de l'installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement (art. 38 du décret du 21 septembre 1977). [...] • Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant à l'inspection des installations classées. Il précise notamment les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou à long terme.
Constats : Le 12 juin 2023, l'exploitant a contacté l'inspection afin de déclarer un incident qui s'était découvert par l'exploitant le 09 juin au matin suite à un nettoyage réalisé le 03 juin 2023. Par courriel du 20 juin 2023, l'exploitant a transmis un rapport d'incident détaillant son déroulé ainsi que les actions mise en place. Le vendredi 09 juin au matin, l'exploitant a été informé de la présence d'eau stagnante dans le fossé qui longe le site de TNA à Aulnay-aux-Planches. L'écoulement dans le fossé s'est produit via l'exutoire du réseau d'eau pluviale du site, sur une distance d'environ 200 m. L'écoulement est un effluent de la phase de nettoyage de la partie « voie humide » de l'usine, qui a été réalisée le vendredi 03 juin 2023. Il s'agit d'un mélange constitué : - d'eau et de produits utilisés pour le nettoyage : acide nitrique et lessive de soude - de luzerne résiduelle Le volume estimé de l'écoulement est de 200 m ³ . Le devenir normal de cet effluent est de rejoindre la lagune du site, avant d'être épandu en mélange avec d'autres effluents du site, dans les conditions autorisées par l'arrêté préfectoral du site. L'exploitant précise que : l'effluent ne présente pas de toxicité aiguë pour l'environnement et qu'aucun impact sur le milieu n'a été constaté. Les eaux n'ont pas rejoint le Petit Morin. Suite à l'incident, l'exploitant a réalisé un prélèvement des eaux écoulées vers le fossé. Le résultat des analyses n'était pas connu au jour de l'inspection. Le 12 juin dans la journée, un prestataire est intervenu pour pomper les effluents et les renvoyer dans la lagune du site. La cause de l'incident, identifiée par l'exploitant, serait l'obstruction du trommel, installé récemment, qui aurait créé une accumulation d'eau dans une fosse suivie d'un déversement dans une canalisation connectée au réseau d'eaux pluviales. L'exploitant propose de : - modifier le By-pass du trommel afin que les eaux aillent directement vers la petite lagune si le trommel venait à rencontrer un problème,

- mettre en fonctionnement les buses de nettoyage du trommel, - instaurer une ronde de surveillance du bon fonctionnement du trommel lorsque celui-ci est en marche.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Plan des réseaux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 4-II et 4-III
Thème(s) : Risques chroniques, Plan des réseaux
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours. [...] Il est interdit d'établir des liaisons directes entre les réseaux de collecte des eaux pluviales non polluées et les réseaux de collecte des effluents pollués ou susceptibles d'être pollués.</p>
<p>Constats : Le plan des réseaux a été mis à jour en novembre 2022. Cependant, lors de l'inspection, il a été constaté que :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le plan n'a pas été mis à jour suite à la mise en place du trommel, - le plan ne mentionne pas certaines canalisations reliant le trommel à deux fosses, - la légende n'est pas toujours respectée (confusion eaux usées et eaux pluviales).
<p>Proposition de l'inspection : L'inspection propose à M. le préfet de la Marne de rappeler à l'exploitant ses obligations à l'aide d'une lettre de suite préfectorale. L'exploitant devra transmettre une mise à jour du plan des canalisations avant le 30 septembre 2023.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 30 septembre 2023

N° 3 : Traitement et mode de rejet des eaux usées et pluviales

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/09/2007, article 5.3
Thème(s) : Risques chroniques, Traitement et mode de rejet des eaux usées et pluviales
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Les eaux usées domestiques sont dirigées vers des fosses septiques conformes à l'arrêté ministériel du 5 janvier 1996.</p> <p>Les eaux pluviales de toiture sont dirigées vers les lagunes et vers le Morin en partie. Les eaux pluviales de voirie sont envoyées principalement vers les lagunes après passage dans un débourbeur.</p> <p>Les eaux industrielles sont dirigées vers les lagunes.</p>
<p>Constats : L'incident montre que le réseau des eaux industrielles est connecté avec le réseau des eaux pluviales ce qui n'est pas compatible avec l'article 5.3 de l'arrêté préfectoral du 05 septembre 2007.</p> <p>De plus, le réseau de collecte des eaux pluviales ne respecte pas le contenu du dossier de demande d'autorisation d'exploiter d'avril 2006, qui indique :</p>

<p>"La majorité des eaux pluviales de voiries et de toitures est dirigée vers les lagunes. Une faible partie des eaux pluviales entre la zone chambre froide et stockage est dirigée vers le Morin. Les eaux pluviales de voiries de la zone de circulation des camions sont traitées par débourbeur avant d'être envoyées vers les lagunes."</p> <p>En effet, au vu du plan transmis, d'autres eaux que celles précédemment mentionnées sont dirigées vers le Morin. De plus les eaux ne semblent pas être directement rejetées dans le Morin mais dans un fossé.</p> <p>Proposition de l'inspection : L'inspection propose à M. le préfet de la Marne de rappeler à l'exploitant ses obligations à l'aide d'une lettre de suite préfectorale. L'exploitant devra, avant le 30 septembre 2023 :</p> <ul style="list-style-type: none"> justifier que les eaux industrielles sont rejetées uniquement dans la lagune et détailler les moyens qui ont été mis en œuvre pour y parvenir ; se positionner vis à vis des éléments présents dans le dossier de demande d'autorisation d'exploiter d'avril 2006.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 30 septembre 2023

N° 4 : Valeurs limites de rejet eaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/09/2007, article 5.4
Thème(s) : Risques chroniques, Valeurs limites de rejet eaux
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Les valeurs limites sont contrôlées, sauf stipulation contraire de la norme, sur effluent brut non décanté et non filtré, sans dilution préalable ou mélange avec d'autres effluents.</p> <p>Elles s'imposent à des prélèvements, mesures ou analyses moyens réalisés sur une durée représentative. Dans le cas de prélèvements instantanés, aucun résultat de mesure ne doit dépasser le double de la valeur limite prescrite.</p> <p>Les eaux rejetées au milieu naturel doivent respecter les valeurs limites suivantes :</p> <p>température inférieure à 30° C pH compris entre 5,5 et 8,5 matières en suspension totales 30 mg/l DBO5 (sur effluent brut) 40 mg/l DCO (sur effluent brut) 125 mg/l azote global 10 mg/l hydrocarbures totaux : 1 mg/l</p> <p>Les effluents doivent être exempts de matières flottantes.</p> <p>Constats : Suite à l'incident, l'exploitant a effectué un prélèvement des eaux dirigées vers le fossé. De plus, il a été constaté que l'établissement ne possède pas de dispositif de traitement de l'ensemble des eaux susceptibles d'être polluées (voiries, carreaux, etc.) avant rejet au milieu naturel, selon le dernier plan des réseaux transmis à l'inspection. L'exploitant ne dispose pas de mesures récentes représentatives du fonctionnement normal de l'installation. Ainsi, l'inspection s'interroge sur la qualité des eaux rejetées au milieu.</p> <p>Proposition de l'inspection : L'inspection propose à M. le Préfet de la Marne de demander à l'exploitant de transmettre, avant le 31 janvier 2024, les résultats d'au moins 2 prélèvements des eaux rejetées au milieu naturel pris dans des temporalités suffisamment éloignées et représentatifs d'un fonctionnement normal des installations.</p>

Observation : L'exploitant devra transmettre, dès réception, les résultats de l'analyse des prélèvements effectués dans le fossé lors de l'incident, accompagnés, le cas échéant, d'un justificatif des dépassements observés.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 31 janvier 2024

N° 5 : Déclaration d'accident ou de pollution accidentelle - condenseur

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/09/2007, article 1.7
Thème(s) : Risques chroniques, Déclaration d'accident ou de pollution accidentelle condenseur
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : L'exploitant est tenu de déclarer, dans les meilleurs délais, à l'inspecteur des installations classées, les accidents ou incidents (incendies, explosions...) survenus du fait du fonctionnement de l'installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement (art. 38 du décret du 21 septembre 1977).</p> <p>[...]</p> <ul style="list-style-type: none"> • Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant à l'inspection des installations classées. Il précise notamment les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou à long terme. <p>Constats : Lors de l'inspection, un écoulement dans le fossé a été observé. L'exploitant a indiqué que la ventilation du condenseur du groupe froid était en panne. Un jet d'eau continu a été mis en place sur le condenseur afin de le refroidir. Les eaux s'écoulent ensuite vers le réseau d'eau pluviale pour rejoindre le fossé. Cet incident n'a pas été signalé à l'inspection. L'exploitant estime utiliser de l'eau à cet effet depuis environ 1 semaine avec une consommation d'environ 200 m³ par semaine. Un bon pour accord pour remplacer le ventilateur du condenseur a été signé le 06 juin 2023. Le délai de livraison est estimé à 4 semaines. Celui-ci a effectué un prélèvement des eaux dirigées vers le fossé.</p> <p>Proposition de l'inspection : L'inspection propose à M. le préfet de la Marne de rappeler à l'exploitant ses obligations réglementaires à l'aide d'un arrêté préfectoral de mise en demeure. L'exploitant devra transmettre un rapport d'incident avant le 31 juillet 2023.</p> <p>Observation : L'inspection rappelle que tout incident susceptible de porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement doit lui être signalé. L'exploitant devra transmettre, dès réception, les résultats de l'analyse des prélèvements effectués dans le fossé lors de l'incident , accompagnés, le cas échéant, d'un justificatif des dépassements observés.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 31 juillet 2023

N° 6 : Circuit ouvert condenseur

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 14
Thème(s) : Risques chroniques, Incident condenseur
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet

Prescription contrôlée : L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation des installations pour limiter les flux d'eau. Notamment la réfrigération en circuit ouvert est interdite sauf autorisation explicite par l'arrêté préfectoral.
Constats : Le mode de fonctionnement dégradé du condenseur conduit l'exploitant à rejeter des effluents en continu dans le milieu naturel ce qui correspond à de la réfrigération en circuit ouvert.
Proposition de l'inspection : L'inspection propose à M. le préfet de la Marne de rappeler à l'exploitant ses obligations réglementaires à l'aide d'un arrêté préfectoral de mise en demeure. L'exploitant devra justifier, avant le 31 juillet 2023 , de l'arrêt du refroidissement en circuit ouvert.
Observation : L'inspection rappelle que l'exploitant est tenu de respecter les valeurs maximales de prélèvement en eau autorisées par l'article 5.1 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 05 septembre 2007.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 31 juillet 2023

N° 7 : Risques légionelles

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26-I-3
Thème(s) : Risques chroniques, Risques légionelles
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant adapte et actualise la nature et la fréquence de la surveillance pour tenir compte des évolutions de son installation, des connaissances en matière de gestion du risque légionelles et des impacts de l'installation sur l'environnement.
Constats : Le ventilateur du condenseur étant en panne il existe un risque de prolifération de légionelles. En effet, le rapport d'étude de l'impact des purges des tours pour l'épandage, du 08 novembre 2021, montre que le condenseur arrosé fait partie du circuit de refroidissement raccordé aux tours.
Proposition de l'inspection : L'inspection propose à M. le préfet de la Marne de rappeler à l'exploitant ses obligations réglementaires à l'aide d'un arrêté préfectoral de mise en demeure. L'exploitant devra justifier, avant le 31 juillet 2023 , qu'il n'existe pas de risque de prolifération de légionelles dans cette configuration de fonctionnement. Il devra également apporter des précisions quand à l'état de fonctionnement de chaque ventilateur du circuit de refroidissement (tours et condenseurs).
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 31 juillet 2023

N° 8 : Transmission analyses légionelles

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26-I-3-a-e
Thème(s) : Risques chroniques, Transmission analyses légionelles
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : La fréquence des prélèvements et analyses des Legionella pneumophila est au minimum mensuelle pendant la période de fonctionnement de l'installation. [...]

Les résultats d'analyses de concentration en Legionella pneumophila sont transmis à l'inspection des installations classées dans un délai de trente jours à compter de la date des prélèvements correspondants.
<p>Constats : Les résultats des analyses des Legionella pneumophila ne sont pas transmis par la plateforme GIDAF à l'inspection des installations classées.</p> <p>Proposition de l'inspection : L'inspection propose à M. le préfet de la Marne de rappeler à l'exploitant ses obligations réglementaires à l'aide d'un arrêté préfectoral de mise en demeure. L'exploitant devra transmettre via la plateforme GIDAF, avant le 31 juillet 2023, les résultats d'analyse des Legionella pneumophila des 3 dernières années.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 31 juillet 2023